

La démocratie : un combat !

Ces temps-ci, sous nos yeux c'est-à-dire sur les écrans des récepteurs, nous émeuvent, profondément, des peuples qui, en quête d'une vraie vie, luttent pour conquérir un idéal : la démocratie et donner naissance, instaurer, dans leurs pays, des régimes de liberté : d'actions, de paroles, de mœurs... Quel être humain n'y aspirerait... volontairement et en toute liberté ? Mais que les chemins qui, heureusement, finissent par y mener, sont, toujours, escarpés, épuisants, tourmentés, dangereux et trop longs ! Proclamer la démocratie est une chose, nécessaire comme primordiale, mais avoir la volonté, permanente, de la faire vivre en est une tout autre ! D'ailleurs, même dans nos pays occidentaux, la France y compris bien sûr, pays pourtant toujours référent mondial par rapport aux droits de l'homme, la réalité démocratique est ce qu'elle est aujourd'hui, s'y porte plutôt mal dans le contexte idéologique actuel et le système financiarisé mondialisé. Et pour tous ceux qui voudraient pouvoir peser sur les choix sociétaux, pour les citoyens qui voudraient contribuer aux orientations d'un mieux vivre, elle demeure, ici aussi, encore un idéal ! A ce jour ! Pour l'instant ! Effectivement, à titre d'exemple, au niveau de l'Union Européenne, chacun peut constater que le pouvoir décisionnel a été confié, délibérément, et dans beaucoup de domaines, à une institution non élue : la Commission. Quel pouvoir peut-il alors rester aux dirigeants politiques nationaux des pays ? Combien, avec lucidité, avait raison Pierre Mendès-France, en janvier 1957, lors de l'examen par les députés du projet de la création du Marché commun, de s'opposer avec conviction et des arguments développés au projet présenté parce qu'il était « *basé sur le libéralisme classique du XXe siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes et que l'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit elle recourt à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme "providentiel", soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure laquelle au nom de la technique exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique, au sens le plus large du mot, nationale et internationale* ». Aujourd'hui, la toute puissante Commission européenne, au nom de l'Europe, n'est-elle pas devenue « l'outil » qui confisque les pouvoirs et s'impose, gouverne tant sur le plan monétaire qu'économique, que social... et même budgétaire puisque dorénavant les pays concernés devront soumettre leurs budgets à l'instance communautaire avant de les faire « voter » par leurs parlements ?

Définition de la démocratie : Régime politique, système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple, par l'ensemble des citoyens.